

22^e congrès du PCF : la ligne passe mal

Il n'est pas douteux qu'il existe un malaise au sein du PCF, mais son ampleur, dans ce parti particulièrement « opaque », reste difficile à apprécier. Les médiocres résultats de l'élection de Tours, notamment dans le fief communiste de Saint-Pierre-des-Corps, ont retenti comme un avertissement : décidément la « ligne » passe mal.

Les dirigeants communistes n'ont pas manqué d'incriminer la presse bourgeoise et la « pression idéologique de l'ennemi », mais l'explication est trop éculée pour convaincre.

Dans ce contexte, l'intervention d'Althusser sur la dictature du prolétariat et le stalinisme, bien que son retentissement soit probablement limité, ne fait qu'accroître l'embarras manifeste de la direction du PCF qui vient de subir un nouvel échec lors de la réunion « au sommet » des partis signataires du Programme commun.

inquiétudes

Il y a gros à parier que la campagne d'explication sur les « idées exaltantes » du 22^e congrès n'ait pas réussi à lever les prétentions que suscite la politique de Georges Marchais au sein de son parti.

Ces réticences, qui se manifestent surtout parmi les cadres moyens de l'organisation, sont de deux ordres. La chasse frénétique aux voix de la petite bourgeoisie, la défense de la petite propriété (lors du débat sur la taxation des plus-values), la surenchère nationaliste et la main un peu trop tendue aux gaullistes, inquiètent bon nombre de militants communistes, souvent engagés dans un activisme tous azimuts.

La tonalité chauvine de certaines interventions des dirigeants du PCF, les concessions à des secteurs souvent réactionnaires de la petite bourgeoisie ne sont pas de nature à faciliter une critique « de gauche » du PS. Il ne suffit pas de rappeler à tout propos le rôle « dirigeant » de la classe ouvrière, pour clarifier une politique ambiguë et contradictoire, et effacer le malaise qu'elle engendre.

D'autre part, si l'abandon de la dictature du prolétariat n'empêche probablement pas de dormir la majorité des cadres du PCF, il est certain que le conflit larvé avec le PC de l'URSS leur pose de problèmes.

Habités depuis des décennies à considérer l'URSS comme la « patrie du socialisme », et sa politique internationale comme nécessairement conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des forces progressistes, les cadres les plus anciens

du PCF ont quelques difficultés à admettre le brutal changement intervenu depuis le 22^e congrès.

A défaut d'un débat de fond sur le stalinisme, il est bien difficile d'expliquer que ce qui était vrai hier est faux aujourd'hui, et que les intérêts d'Etat de l'URSS ne sont pas identifiables à ceux de la classe ouvrière. Reste la fuite en avant dans le nationalisme qui devient de plus en plus la pierre de touche de la politique du PCF

ambiguïté et louvoyance

Les dirigeants communistes se trouvent dans l'incapacité d'expliquer à leurs militants que l'URSS n'a pas intérêt à un changement du statu quo social et politique en Europe occidentale, et qu'à partir du moment où eux-mêmes ont choisi d'accéder au pouvoir, le conflit est inévitable. Ils en sont réduits à une politique ambiguë et louvoyante, faisant alterner les déclarations lénifiantes et les protestations bruyantes (récemment encore, lors du passage du Premier ministre polonais à Paris, et à propos de ses éloges de la politique de Giscard).

Il est probable, dans ces conditions, que le PCF ne s'opposera pas, finalement, à la tenue d'une conférence européenne des partis communistes, si la déclaration finale est anodine. Un rapprochement avec le PC italien, dont le leader Enrico Berlinguer a tenu le 3 juin, un meeting à La Villette avec Georges Marchais, ne suffira pas à apaiser les inquiétudes de ceux qui restent attachés à une certaine forme « d'internationalisme ». Par ailleurs les dirigeants du PCF n'ont pas lieu de se réjouir de l'évolution de plus en plus marquée de la direction du PS vers une politique de compromis ouvert avec la bourgeoisie qu'analysait ici même Yvan Craipeau (TS n°701).

D'ores et déjà, la CGT, par la voix de René Buhl, secrétaire confédéral, relève, pour s'en inquiéter, les orientations définies par le séminaire du secrétariat du PS, et rappelle ses opinions en faveur d'une « rupture avec la politique actuelle » et de « l'application immédiate du programme de nationalisations ».

Le PCF est, pour l'instant, plus prudent, mais il ne

peut ignorer qu'un compromis avec la bourgeoisie giscardienne ne va pas dans le sens de ses propres options en faveur d'un capitalisme d'Etat, et implique qu'il soit plus ou moins mis sur la touche.

Nombre de militants communistes ressentent déjà comme un échec le refus, pourtant prévisible, du PS et du MRG de conclure un accord national pour les municipales, et si le grignotage des positions électorales du PCF se poursuit, la note à payer risque de paraître bien lourde.

Les contradictions de la politique du PCF et ses difficultés ne doivent pourtant pas être considérées

avec le détachement de spectateurs qui comptent les points.

Les révolutionnaires, les militants favorables à l'autogestion socialiste peuvent se saisir de cette situation pour l'infléchir, en rappelant aux militants communistes que seul un puissant mouvement de masse sur des objectifs anticapitalistes peut garantir aux travailleurs que leurs espérances ne seront pas trahies, et en leur proposant inlassablement l'unité d'action.

Léo GOLDBERG